

**Assemblée générale des Nations Unies
Session extraordinaire d'urgence**

New York, le 23 février 2023

**Intervention de Mme Hadja Lahbib, Ministre des Affaires Etrangères,
des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des
institutions culturelles fédérales**

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Nous ne voulions pas de cette guerre,

Nous voulions vivre en paix, dans le respect des principes auxquels l'ensemble de la communauté internationale a souscrit en adhérant à la **Charte des Nations Unies**. Nous nous sommes engagés, tous ici présent, à travers l'article 2, à respecter l'intégrité territoriales, les frontières internationalement reconnues, à régler nos différends de façon pacifique...

C'est tout ce que la Russie a bafoué le 24 février dernier. Et non, il ne s'agit pas d'une guerre de l'Occident contre la Russie!

Si c'est l'**Ukraine qui est la première victime** : agressée sur son territoire, menacée dans son existence même... C'est **l'ensemble de la communauté internationale** qui est touchée, bouleversée. Car cette agression met à mal l'ordre international, la sécurité alimentaire, financière et énergétique. Elle sème le doute et l'insécurité, augmente le risque **nucléaire, impacte l'environnement**.

Un an après l'agression russe de l'Ukraine, **le monde se trouve appauvri et la sécurité globale menacée**. Mais nous sommes là; nombreux à avoir fait le déplacement à New-York, pour demander une paix juste et durable et nous espérons de tous nos voeux que cette résolution nous rassemblera plus fort encore demain.

Parce que nous ne voulons pas d'un monde incertain, où l'insécurité, le danger, la menace deviennent la règle. **Parce que nous**

voulons avoir confiance en l'avenir, parce qu'ensemble, nous sommes capables du **meilleur**, même dans les circonstances difficiles.

Grâce aux efforts des agences de l'ONU et du Secrétaire Général. **L'initiative céréalière de la Mer Noire** a permis l'envoi de **denrées alimentaires vitales** à des pays indirectement affectés par ce conflit. **Nous ne les avons pas oubliés, comme nous n'oublions pas les crises sur d'autres continents**, dont certaines se sont aggravées suite à l'agression russe en Ukraine.

La désinformation, les vérités alternatives, les fausses équivalences, les raisonnements biaisés que nos collègues russes répandent depuis près d'un an ne se vérifient pas dans **les faits implacables, les réalités cruelles auxquels nous sommes confrontés, comme l'enlèvement, le déplacement ou la déportation, la justice mettra les mots justes, derrière les souffrances de milliers d'enfants ukrainiens.**

Bucha, Irpin, Marioupol ; ces villes sont à jamais marquées par l'horreur. Depuis un an, nous sommes témoins des violations incessantes par la Russie du droit international humanitaire et des droits humains. **Ces crimes ne peuvent rester impunis.** La Belgique réitère son soutien aux enquêtes menées par le Procureur de la Cour Pénale Internationale.

Nous plaidons avec force pour un monde où la norme et l'état de droit l'emportent sur la loi du plus fort.

C'est dans cet état d'esprit qu'il nous faut définir les principes d'une **paix globale, juste et durable.** La Belgique soutient pleinement le projet de résolution qui nous a été soumis et qui a été élaboré de façon inclusive et transparente.

Monsieur le Président,

C'est un moment de vérité qui nous rassemble.

La Belgique se joint à ceux, nombreux, **qui appellent au retrait immédiat, complet et sans conditions de toutes les forces militaires**

de la Fédération de Russie du territoire ukrainien et au retour aux frontières internationalement reconnues de l'Ukraine.

D'ici à l'avènement de la paix, la Belgique soutiendra l'Ukraine, tant qu'il le faudra, pour conserver tout son sens à l'idée de **sécurité collective au cœur de la Charte des Nations Unies,**
Au cœur de la paix.

Je vous remercie.